

Solidaires Corrèze se demande quel est le bon jour pour dénoncer les violences sexistes, sexuelles et patriarcales.

« Pas le bon jour », c'est le prétexte sous lequel hier, à Tulle, deux femmes ont été arrêtées par les forces de l'ordre alors qu'elles collaient des messages militants sur un panneau d'affichage libre *.

« Pas le bon jour » parce qu'un ministre du gouvernement, qui plus est celui de l'Intérieur, est en visite à Tulle.

« Pas le bon jour » donc, parce qu'on en a décidé ainsi. Parce que des individu.e.s rompu.e.s aux us et coutumes patriarcaux ont décidé que ce jour là, ces deux femmes n'auraient pas la possibilité de s'exprimer. Qu'aucune femme n'y serait autorisée.

Ironie du sort, un des collages, resté courageusement collé sur le panneau le plus proche du commissariat, nous rappelait en un bref coup d'oeil sur la gauche et avec malice, la justesse de nos luttes: « Nous sommes la voix de celles qui n'en ont pas ».

Celles qui portaient cette voix en ont été privées, à leur tout, pendant plus de six heures.

Ce que nous comprenons de l'abus de pouvoir que ces femmes ont subi hier, c'est qu'il n'est possible de sensibiliser l'opinion publique et de demander des comptes au gouvernement sur la question de ces violences (a fortiori priorité du quinquennat), que lorsque le gouvernement ou autres représentants de l'État décide qu'il peut en être ainsi.

Pour être plus prosaïque : les femmes peuvent l'ouvrir quand les hommes les autorisent à ne plus fermer leur gueule. La réduction au silence, défense classique antiféministe.

Nous refuserons toujours de nous abaisser à ça et non ,nous ne rassurerons pas ceux que le système patriarcal s'obstine à vouloir protéger en acceptant leurs règles du jeu et d'être réduites au silence.

**** : petit rappel des faits. Jeudi 16 septembre, à Tulle, deux militantes féministes sont interpellées par les forces de l'ordre alors qu'elles collent sur des panneaux d'affichage public les deux messages suivants : « La cause d'un viol : le violeur » ; « Ceci n'est pas une antenne 5Gégé », sous un dessin représentant un clitoris. Elles sont ensuite placées en garde à vue pendant 6h, pour « outrage à un représentant de l'Etat ». Le même jour, G.Darmanin est en visite à Tulle.***

